

ATELIER DE RENFORCEMENT DE CAPACITES – SERIE CITOYENNETE

**VILLES TRANSPARENTES ET OUVERTES: SOLUTIONS  
INNOVANTES POUR LA GESTION ET LES FINANCES  
MUNICIPALES**

Madrid, Espagne  
8 – 10 février 2017

**NOTE DE CONCEPT**

organisé par



en partenariat avec



et grâce à l'appui financier de la coopération suédoise



## LA PLATE-FORME URAIA

Lancée à Santander en Espagne en juin 2014, la plate-forme Uraía ('citoyenneté' en swahili) est devenue un instrument essentiel pour les villes du monde entier pour relever le défi de la mise en œuvre de l'innovation dans la gestion municipale grâce à l'utilisation des technologies SMART. Le but d'Uraía est d'appuyer les villes dans la mise en œuvre de stratégies SMART pour améliorer les finances municipales, l'efficacité de la gestion des services publics et pour une plus grande transparence et responsabilité, à travers l'échange d'expériences, le renforcement de capacités et le développement d'applications mobiles pilote. La plate-forme compte aujourd'hui environ 100 institutions, parmi lesquelles des villes, des associations de gouvernements locaux, des institutions de recherche et le secteur privé.

L'introduction progressive des technologies SMART dans la gestion des villes a un impact majeur sur la gestion publique locale, et ceci présente des opportunités, mais aussi des défis, liés au changement technologique rapide et à la difficulté des administrations de suivre le rythme de cette transformation. Dans le même temps, grâce à l'usage généralisé des téléphones mobiles, les citoyens du monde entier exigent toujours plus d'informations sur la gestion des biens publics, et les gouvernements locaux doivent répondre à la demande croissante de services de meilleure qualité. Les villes membres d'Uraía reconnaissent la nécessité de mieux communiquer avec leurs citoyens et la nécessité d'introduire une plus grande transparence dans la gestion publique, y compris sur le coût des services publics, leur efficacité et la répartition des ressources financières.

Uraía est un projet d'[ONU-Habitat](#), le programme des Nations Unies pour les établissements humains et [FMDV](#), le Fonds mondial pour le développement des villes. <http://www.uraia.org>

### L'ATELIER – SERIES CITOYENNETE

Une fois par an, les membres d'Uraía se réunissent pour débattre d'un thème prioritaire, et le résultat de cette réunion se matérialise par l'élaboration de «Lignes directrices» qui reflètent les expériences des participants et identifient les éléments d'intérêt commun. Parmi les éditions précédentes de la "série Citoyenneté":

- ✓ [Santander, juin 2014: lancement de la plate-forme, réunion des partenaires et exercice de conception de projets](#)
- ✓ [Oslo, juin 2015: négociation de partenariats public-privés pour la gestion SMART des villes](#)
- ✓ [Nicosie, avril 2016: les technologies SMART et le budget municipal](#)

### Des gouvernements locaux transparents et responsables pour des villes plus durables

Uraía est fermement engagée dans le développement de nouveaux modèles de gouvernance ouverte et collaborative, capables d'améliorer la transparence et la responsabilité dans le développement urbain. L'échange en réseau entre les administrations locales est devenu clé pour améliorer la conception et le développement d'instruments de politique publique. Le soutien entre institutions, la collaboration et la co-crédation de solutions sont également des éléments clés, dans une logique de promotion de la bonne gouvernance, de la transparence et de la participation du citoyen.

Au cours des dernières décennies, nous avons assisté à une tendance croissante au transfert de responsabilités du gouvernement central aux gouvernements locaux, accompagné par un transfert de capacités réglementaires et de ressources budgétaires, sous des formes diverses. La gestion urbaine a été décentralisée dans presque tous les pays du monde. Avec des services de base tels que l'eau et l'assainissement, la planification ou encore les licences commerciales et permis de construction, les gouvernements locaux jouent un rôle important dans la conception des politiques et la fourniture de services publics essentiels.

En tant que sphère locale où les citoyens et le secteur public interagissent le plus régulièrement et directement, lorsque la corruption se produit localement, l'impact sur la vie des citoyens peut être plus dommageable, et les plus pauvres sont les plus durement touchés<sup>1</sup>. Les dirigeants locaux sont souvent perçus comme prompts à être captés par des intérêts particuliers et, dans de nombreux cas, les institutions destinées à tenir les responsables locaux redevables ne sont pas toujours adéquates<sup>2</sup>. Il est toutefois certain que la décentralisation a contribué à

---

<sup>1</sup>D'après les enquêtes de Transparency International, les pots-de-vin affectent plus d'un Africain sur cinq, et affecte de manière disproportionnée les pauvres dans les zones urbaines. La majorité des Africains (58%) disent que la corruption a augmenté au cours de l'année 2015. Cela est particulièrement le cas en Afrique du Sud où plus de quatre citoyens sur cinq (83%) disent qu'ils ont vu la corruption augmenter récemment (Transparency International and Afrobarometer, 2015). La situation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord n'est pas très différente, où la majorité des personnes (61%) de la région pensent que le niveau de corruption a augmenté au cours des 12 derniers mois. Au Liban, neuf personnes sur dix (92%) disent penser que la corruption a augmenté et près de 1 usager de services publics sur 3 dit avoir souffert de pratiques de corruption. Selon le dernier Indice de perception de la Corruption de Transparency International (2016), les niveaux perçus de corruption dans le secteur public en l'Amérique latine sont généralement élevés. Dans le classement général, des pays comme le Pérou (85), la Colombie (94), la Bolivie et le Mexique (103) et l'Argentine (107) sont mal classés, avec le Venezuela comme pays de la région avec le plus de corruption perçue dans le secteur public, classé 161 sur les 174 pays étudiés. En réponse, de nombreux pays d'Amérique latine ont connu ces dernières années une vague de soulèvements sociaux contre les cas de corruption révélés (Brésil, Guatemala, Mexique, entre autres).

<sup>2</sup> En outre, il est évident que la plupart des gouvernements ne parviennent pas à répondre aux attentes des citoyens en matière de lutte contre la corruption, car il n'existe pas de gouvernement évalué positivement par une nette majorité de citoyens sur ses efforts de lutte contre la corruption. Une grande majorité de personnes (64 % en Afrique

renforcer la responsabilité et la participation des citoyens au niveau local en amenant le gouvernement local au plus proche des citoyens, de sorte que les possibilités d'engagement direct de la société civile, de suivi et contrôle des dépenses et de la performance locale sont plus importantes au niveau local.

A cet égard, il est nécessaire de générer des alternatives pour changer cette perception. Construire la confiance dans l'administration publique locale est essentielle, et cela ne peut être possible sans améliorer la communication avec les citoyens d'une part, et sans éradiquer les pratiques de corruption et d'inefficacité d'autre part, en particulier celles qui affectent la fourniture de services de base et qui ont un impact direct sur la vie quotidienne des citoyens.

En ce sens, le développement et la promotion de politiques et d'initiatives de transparence et de responsabilité sont essentielles pour améliorer les conditions de vie des citoyens grâce à la provision de services efficaces et efficients, de façon ouverte, concurrentielle et équitable. Ces politiques et initiatives peuvent améliorer les niveaux de confiance dans les institutions publiques et ils sont l'occasion pour les citoyens d'avoir les outils et les informations nécessaires pour jouer un rôle plus actif dans la société.

En parallèle, il existe un rejet social croissant et une prise de conscience du public de la corruption et de ses effets. Cela s'est accompagné par une augmentation logique des demandes des citoyens à leurs gouvernements de développer des initiatives de transparence et de lutte contre la corruption afin de renforcer les systèmes d'information et de permettre la mise en place des systèmes de contrôle plus efficaces. La mobilisation sociale est une preuve supplémentaire que les citoyens veulent cesser d'être des victimes passives du problème et devenir des partenaires dans la mise en œuvre des solutions.

Par conséquent, les gouvernements locaux ont besoin de soutien pour faire face aux défis posés par les nouvelles formes de gouvernance, car beaucoup d'entre eux ne disposent pas des capacités nécessaires, des ressources ou des cadres juridiques pour répondre efficacement à la demande citoyenne d'une plus grande transparence, d'une responsabilité effective dans la gestion et de plus grandes opportunités de participation dans les affaires de la ville.

---

et 68 % au Moyen-Orient, par exemple) pense que leur gouvernement ne gère pas bien la question de la corruption, suggérant ainsi que davantage d'efforts doivent être faits par les gouvernements pour assainir le secteur public et sanctionner les responsables pour leurs actes de corruption (Transparency International and Afrobarometer, 2015) et (Transparency International, 2016). Par ailleurs, dans les cas où il existe des cadres législatifs ou des structures émergentes de suivi, l'absence de mise en œuvre, le fonctionnement arbitraire de certaines de ces institutions de justice et le manque d'appropriation de ces structures par la société civile ont permis le développement des pratiques de corruption (Transparency International, 2016).

## **Le point de vue d'Uraía: la transparence, le lien nécessaire entre les finances municipales et la provision de services.**

Les gouvernements locaux luttent pour offrir des services accessibles et de qualité à leurs citoyens avec des ressources financières limitées. Les technologies SMART ont montré qu'elles pouvaient présenter de grandes opportunités pour les municipalités qui souhaitent améliorer le lien avec les citoyens et accroître l'efficacité de la gestion des services publics. Une grande partie des recettes municipales provient de la perception des impôts locaux, et dans ce contexte, les technologies SMART peuvent aider à accroître les recettes fiscales grâce à un meilleur contrôle et suivi.

La corruption<sup>3</sup> est peut-être l'une des conséquences les plus dommageables du processus d'urbanisation rapide, surtout lorsque cela se produit dans un contexte de faibles structures institutionnelles et de gouvernance. Les fortes densités de population dans les zones urbaines conduisent souvent à une pression aggravée sur les ressources naturelles et sur la fourniture de services urbains de base. La fourniture de services, tels que l'accès au foncier, à un logement adéquat et sûr, à l'eau potable et à l'assainissement, entre autres, est limitée et rare dans certains cas (Zinnbauer, 2013). Ce facteur augmente la pression sur les gouvernements locaux, dépassant parfois leur capacité à fournir des services et à répondre à la vaste demande. En conséquence, certains secteurs et services sont sujets à la corruption, au détournement et pire, à l'inefficacité et à la mauvaise gestion. Par conséquent, il y a un effet tangible sur la qualité des services, érodant la confiance du public dans la responsabilité et les mérites des gouvernements locaux.

Les faits montrent que la corruption affecte de façon significative tous les aspects du développement urbain<sup>4</sup>, de la politique et planification urbaine à la gestion foncière, en passant par la fiscalité, les budgets publics, les projets de développement urbain et la prestation de services publics. La plupart des données disponibles suggèrent<sup>5</sup> de façon

---

<sup>3</sup>Transparency International (TI) définit la corruption comme " l'abus de pouvoir à des fins privées". La corruption fleurit lorsque la transparence est absente. Des processus de prise de décision obscurs, non transparents créent les conditions favorables à la corruption. L'absence de régulations transparentes et prescrites peut donner un pouvoir discrétionnaire considérable aux responsables et fonctionnaires car elle crée un environnement opaque avec peu de «pouvoirs et contre-pouvoirs ('checks and balances')» (UN-Habitat, 2013).

<sup>4</sup> Les données d'une enquête menée par ONU -Habitat dans 27 villes du monde, fournit des preuves alarmantes de la capture des politiques urbaines par une «coalition» entre les élites économiques et politiques : 40% des citoyens interrogés en Amérique latine, 60% en Asie et un impressionnant 77% en Afrique pensent que les politiques et les bureaucrates sont ceux qui bénéficient le plus des réformes urbaines en raison de la corruption, suivi de près par les populations urbaines riches (Zinnbauer, 2013). Dans un même temps, les citoyens pauvres des bidonvilles, qui devraient être les principaux bénéficiaires des réformes urbaines, sont considérés par moins de 20% de la population comme bénéficiant le plus des efforts de réforme urbaine (UN-Habitat, 2008)

<sup>5</sup> La plupart des données disponibles suggèrent que les systèmes de gouvernance urbaine existants dans les pays en développement sont mal équipés pour gérer la richesse de manière responsable, à travers une prise de décision solide,

significative que l'un des principaux objectifs des politiques de développement urbain – l'élargissement de l'accès à des services de qualité aux populations pauvres (eau potable, foncier et logement sûr, entre autres) - est presque impossible à réaliser lorsque sa formulation, sa planification et sa gestion sont détournées par des intérêts particuliers. Quand les villes fonctionnent inefficacement, où corruption, mécanismes de cooptation et de clientélisme fleurissent et où il n'y a pas de séparation claire entre les sphères publiques et privées, un cercle vicieux de faible gouvernance se perpétue (CAF and UN-Habitat, 2014), fermant ou limitant ainsi les possibilités pour les villes d'atteindre leurs objectifs en matière de réduction de la pauvreté, de développement économique et politique, de cohésion sociale, d'inclusion et de protection durable de l'environnement, entre autres. En outre, l'existence apparente d'une relation de renforcement mutuel entre l'inégalité et la corruption a des effets négatifs évidents sur la confiance dans les institutions publiques et la légitimité de l'Etat de droit (Zinnbauer, 2013). Par conséquent, la corruption est à la fois un obstacle majeur à une gouvernance urbaine effective et aussi une grande barrière à presque tous les objectifs urbains. Pour cette raison, toute aspiration au développement urbain exprimée par les praticiens de l'urbain, les dirigeants politiques et les militants exige d'inclure et d'affronter le défi de la corruption (Zinnbauer, 2013).

Les villes sont des lieux décisifs pour la lutte contre la corruption et présentent une dimension très particulière, stratégiquement importante et, plutôt sous-estimée, de la lutte contre la corruption. La corruption dans les villes présente un profil de risque particulier qui se distingue en termes d'échelle et d'impact par rapport à la corruption en milieu rural. Les villes sont des endroits idéaux pour l'analyse et l'action contre la corruption, en tant qu'espace où se produit l'interaction entre les acteurs locaux clés et elles permettent la génération de réseaux, de plates-formes clés pour l'échange de bonnes pratiques et l'apprentissage sur les politiques liées à la corruption, à la fois localement et globalement.

Au vu du scénario actuel, il est évident que le futur des villes dépend essentiellement de la lutte contre la corruption et que le futur de la lutte contre la corruption dépend de façon critique des villes. Une approche complémentaire qui comprend les deux points de vue (développement urbain et stratégies anti-corruption) présenterait un point d'entrée global pour favoriser la transparence et la bonne gouvernance urbaine, et contribuer ainsi au développement urbain durable. Ces objectifs ne peuvent être atteints sans tenir compte de la nécessité de renforcer les capacités des gouvernements locaux et, ce faisant, d'inclure des outils participatifs et innovants qui peuvent garantir l'appropriation et la durabilité tout en favorisant la responsabilisation et l'amélioration de la confiance entre le gouvernement, les acteurs de la ville et le citoyen. L'amélioration des systèmes de gouvernance et des mécanismes de

---

l'enregistrement, la fiscalité et les pratiques comptables associées. La paperasserie est omniprésente et la transparence largement absente (Zinnbauer, 2013)

responsabilisation au niveau local sont essentiels pour la mise en place de gouvernements forts locaux, d'une gestion municipale efficace et efficiente, et d'un gouvernement local connecté aux demandes réelles de ses citoyens.

### **L'innovation comme facteur clé de la transparence de la ville**

Les citoyens aujourd'hui exigent de plus en plus d'informations ouvertes et accessibles sur la performance des gouvernements locaux, ainsi que l'accès aux finances municipales ou à des informations sur la sélection et la mise en œuvre des contrats de services publics, entre autres. Cette question montre clairement que l'amélioration des systèmes de gouvernance et des mécanismes de reddition des comptes au niveau local est essentielle pour mettre en place des gouvernements locaux efficaces et connectés aux exigences réelles de leurs citoyens.

En réponse à l'intérêt croissant des gouvernements locaux sur l'usage des technologies pour améliorer la gestion de la ville, il existe aujourd'hui un marché émergent de services urbains SMART ('Sustainable, Monitorable, All-inclusive, Rights-based, Transparent' – Durable, Contrôlable, Tout compris, Basés sur les droits, Transparent). L'inclusion des citoyens dans les processus de prise de décision et la facilitation de l'appropriation des nouvelles technologies par les gouvernements et leurs citoyens, ont permis l'émergence de solutions innovantes et inclusives pour améliorer les différents défis des administrations municipales, y compris les problèmes de corruption.

### **La lutte contre l'informalité et le renforcement de l'offre publique de services**

Enfin, le lien entre la corruption et l'informalité est à souligner. Le cercle de l'informalité fait que les citoyens, qui ne comptent pas sur le secteur public pour la fourniture de services, cherchent des services dans le marché informel (eau, électricité, construction de logements). Comme les services informels ne sont soumis à aucun contrôle de qualité, ils sont parfois nocifs pour la santé, dangereux et souvent plus chers que les services municipaux (en particulier dans le cas de l'eau potable). Avec la perception de gouvernements locaux corrompus, les citoyens ne sont pas incités à payer des impôts locaux, et sans taxes locales, l'administration ne peut pas fournir les dits-services. L'informalité affecte particulièrement les groupes les plus pauvres, qui doivent payer des prix exorbitants par rapport à leur revenu pour accéder aux services les plus élémentaires.

Briser le cycle de l'informalité exige des politiques strictes contre la corruption et le détournement des ressources publiques qui ne sont pas investies dans la prestation de services publics, mais finissent dans des mains privées. Les gouvernements locaux ne seront pas en mesure d'assurer des services publics pour tous, sans faire face au problème de l'informalité, et ceci ne sera pas résolu sans des gouvernements locaux transparents qui méritent la confiance de leurs citoyens.

**En 2017, la plateforme Uraia mettra l'accent sur la façon dont les villes peuvent utiliser les technologies SMART pour être plus transparentes et responsables envers leurs citoyens. L'événement aura pour but d'identifier les tendances, les expériences et les défis posés par un gouvernement ouvert dans la gestion de la ville.**

## OBJECTIFS

L'objectif de l'atelier est de présenter et d'échanger des expériences sur les initiatives que les gouvernements locaux et leurs partenaires développent pour garantir la transparence, la responsabilité et un gouvernement ouvert dans les villes, ainsi que pour tirer parti des avantages de l'innovation technologique dans la prévention de la corruption et de la mauvaise gestion du développement urbain.

L'atelier sera l'occasion pour les villes participantes de découvrir des solutions SMART disponibles qui peuvent avoir un impact significatif sur la transparence et une meilleure communication avec le citoyen.

Les résultats de l'atelier formeront partie des « Lignes directrice de Madrid », un document systématisant les échanges, les études de cas, les défis, les opportunités et les vues partagées par les décideurs politiques qui font face à des situations similaires, sur le besoin de répondre à la demande croissante des citoyens pour plus de transparence.

## THEMES A ABORDER

- ✓ Les facteurs de succès et les risques à prendre en compte dans la mise en œuvre des politiques locales en matière de transparence et de participation des citoyens dans la gestion de la ville.
- ✓ Les stratégies et les outils disponibles pour prévenir la corruption dans le développement urbain.
- ✓ La relation entre la gouvernance urbaine, la démocratie locale et une plus grande transparence et responsabilité dans la gestion locale.
- ✓ Comment augmenter la confiance dans le secteur public et lutter contre l'accès informel au foncier et aux services de base ?
- ✓ L'implication active de tous les acteurs socio-économiques et des citoyens dans la lutte contre la corruption et la création de villes plus ouvertes et transparentes.

## METHODOLOGIE

Les villes et les partenaires désireux de présenter leurs expériences sont invitées à soumettre des informations sur leurs cas avant la fin décembre 2016. Un nombre limité de bourses est disponible pour prendre en charge le voyage et l'hébergement des représentants de gouvernements locaux qui souhaiteraient présenter leurs expériences lors de l'atelier.

L'atelier combinera des sessions plénières et des discussions plus approfondies dans des groupes de travail, ainsi qu'une visite de terrain sur les expériences des municipalités espagnoles.

## LE PROJET URBAN GLASS

L'événement de Madrid sera également l'occasion de lancer l'initiative "Urban GLASS" (Global-Local Accountability Support System) développé par ONU-Habitat et la Fédération espagnole des municipalités et provinces, avec la contribution technique de Transparency International.

Urban-GLASS est un projet développé sous la plate-forme Uraía qui cherche à créer un système de soutien en réseau pour les municipalités qui souhaitent être plus transparentes, responsables et ouvertes à leurs citoyens.

Plus d'informations sur Urban-GLASS disponibles sur le portail du projet: [www.urban-glass.org](http://www.urban-glass.org)

### CONTACT:

Mariana Nascimento

Coordinatrice d'Uraía

[mariana.nascimento@uraia.org](mailto:mariana.nascimento@uraia.org)

Telephone: +55 11943531601 (São Paulo, Brésil)